



France : De l'avertissement des généraux à la guerre civile ?

Par [Antoine Charpentier](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2021

[Alahed News](#)

À l'initiative de Jean-Pierre Fabre-Bernadac, officier de l'armée française à la retraite, responsable du blog Place Armes, une vingtaine de généraux a signé une lettre ouverte publiée le 21 avril 2021, à l'occasion du 60e anniversaire du putsch d'Alger. La lettre en question a été publiée dans le magazine Valeurs actuelles très connoté à droite. Cependant, cette démarche n'est en aucun cas inédite.

L'opinion publique française est divisée face à la lettre des généraux. La droite adhère, tandis que la gauche crie au scandale, pendant que les médias soufflent le chaud et le froid.

Que nous soyons pour ou contre la démarche des généraux, il est indéniable que la France traverse de nos jours une période très difficile, engageant de façon inquiétante son avenir. Il convient de préciser que la crise du Covid a exaspéré encore plus les sentiments d'insécurité.

C'est au sujet d'un mal-être croissant en France que les signataires de la lettre tirent la sonnette d'alarme, comme le font d'autres personnes et groupes appartenant à différents horizons politiques et sociaux. Bien que la lettre comporte une dimension purement politique, il est nécessaire de préciser que les militaires français montrent dans certains domaines et sur certains sujets plus de réalisme et d'objectivité que la plupart des politiques.

Les généraux en question précisent au début de leur lettre que : «L'heure est grave, la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent.» Oui l'heure est grave non pas uniquement pour la France, mais également pour l'ensemble du camp occidental, dont l'Europe demeure le maillon faible, notamment si les choses continuent ainsi.

Le laxisme politique a rendu la tâche très ardue en France. Actuellement le combat n'est pas contre une alternative politique ou une religion quelconque, mais contre toutes formes d'extrémisme, peu importe la couleur de la peau, les origines socio-culturelle, ethnique, la religion de celui qui profère et prêche de telles idées.

Les signataires de la lettre mettent le focus sur l'islamisme en France, qui pose en prime abord un problème pour les citoyens français de religion musulmane. Tout de même il est judicieux d'éviter de faire l'amalgame entre l'islamisme radical et l'Islam en France.

En même temps, nul n'a le droit de mépriser la France, ses traditions, sa culture, ce qui est d'une logique infaillible. Toutefois, ceci n'empêche en aucun cas la divergence de point de

vue, tant qu'elle est inscrite dans un cadre pacifique et civilisé.

Il faut bien mentionner que face à ce qui est nommé par l'islamisme, il existe certaines factions chrétiennes ne confessant pas la République laïque, pour eux cette dernière est une simple formalité administrative. Ces citoyens français n'admettent pas non plus l'héritage historique de la France, comme la Révolution française, fleuron des valeurs de la nation, égalité, liberté, fraternité. Par conséquent, en quoi ces groupes minoritaires en France représenteraient-ils la chrétienté dans son ensemble ?

Le souci est que l'islamisme demeure dans l'imaginaire collectif français et européen, un vocable en lien avec la peur de l'Islam, nourri également par des campagnes médiatiques à outrance, déformant en quelque sorte les réalités, exaspérant les sentiments identitaires, sur fond d'intérêts politiques, électoraux et économiques bien particuliers.

Appeler à ne pas faire l'amalgame entre l'islamisme radical et l'Islam ne dédouane en aucun cas les comportements et les manières d'être et d'agir de certains groupes ou individus se réclamant de la religion musulmane en France. Certains de ces comportements relèvent pour un peuple comme le peuple français ayant l'esprit assez aiguisé en matière d'ouverture d'esprit, de respect des droits, le sens du devoir envers autrui, de la fraternité, d'un pur archaïsme, qui vient contraindre leur chère liberté.

Quant aux banlieues la solution demeure dans l'application pure et dure des lois de la République, dans l'investissement des pouvoirs publics et non pas dans la désertion actuelle. La solution est également dans la création d'offre d'emploi pour les jeunes, ainsi que la rénovation des infrastructures. Il est bien évident que cela ne doit pas concerner que les banlieues, mais l'ensemble du territoire national, zones rurales comprises. Toutefois, la question que nous devons nous poser est la suivante : Comment se fait-il qu'il existe des jeunes en France dans les banlieues, ou ailleurs dans l'Hexagone, qui sont allés à l'école de la République, qui ont été éduqués sur les valeurs et les principes de cette dernière, en l'occurrence l'égalité, la fraternité et la liberté, le respect d'autrui, les principes de droit de l'Homme et deviennent en fin compte aussi marginaux, violents, radicalisés voire extrémistes ? Ne serait-ce pas en quelque sorte une faillite du système français ?

La lettre pointe le laxisme des pouvoirs publics, laissant entendre que ces derniers ont été moins complaisants face aux gilets jaunes.

Il est évident qu'une certaine fermeté a été exercée par les forces de l'ordre en France. Cependant, nul ne peut nier les violences inédites exprimées par les gilets jaunes, dont les appels à la suppression physique des policiers et des gendarmes, la manière de saccager Paris et plusieurs villes françaises, de contraindre les libertés, de la façon de gâcher plusieurs occasions et fêtes qui tiennent dans le calendrier du peuple français. Ce dernier était dans sa majorité et est toujours pour la mobilisation des gilets jaunes. Donc, certains diront que les gilets jaunes que nous évoquons ne représentent pas véritablement le mouvement, ce qui est certain. Toutefois, les extrémistes radicaux en France ne représentent pas non plus tous l'ensemble des musulmans français.

Il n'existe pas à l'heure actuelle, aucune parcelle du territoire national, ni aucun groupe socio-ethnique ou religieux qui émet l'intention de faire scission avec la France, hormis les mouvements séparatistes Corses ou basques. Donc, le séparatisme demeure à l'heure actuelle français, si nous croyons vraiment aux intentions des mouvements corses et basques.

Néanmoins, il est anormal que certaines personnes toutes religions confondues fassent primer des principes et des coutumes religieuses sur la loi de la République et au détriment du vivre ensemble. Pour autant, dire qu'il y a une intention délibérée de changer la face de l'Occident, de l'Europe et de la France est une chose exagérée. Il est plus judicieux d'orienter le débat en France et en Europe vers l'évolution des choses et non pas vers un repli sur soi réactionnaire.

Par conséquent, oui la France est en danger, et avec elle l'Europe, oui il y a un certain laxisme politique, oui il y a une montée de l'extrémisme religieux en France, oui l'avenir est plus ou moins sombre. Toutefois le spectre de la guerre civile demeure loin, même si face au laxisme politique les choses deviendront à l'avenir plus difficiles.

Antoine Charpentier

La source originale de cet article est [Alahed News](#)
Copyright © [Antoine Charpentier](#), [Alahed News](#), 2021

Articles Par : [Antoine Charpentier](#)

A propos :

Antoine-Noura Charpentier, né au Liban et installé en France depuis plusieurs années, détenant un Master d'Histoire Contemporaine, de l'université de Besançon, terminant actuellement un Master de science des religions à l'université de Strasbourg. Analyste politique spécialisé des questions du Moyen-Orient.
Son blog : <https://deschosesaprecise.wordpress.com/>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca